

CONSEIL MUNICIPAL DE SAINTE-MARTHE

Séance du 05 juillet 2021

COMPTE RENDU SOMMAIRE

Affiché en exécution de l'article L 121-17 du Code des Communes.

Mme Magaly RINGEVAL a été désignée secrétaire de séance.

Excusés : Céline BENTALIA, Dominique LABARDIN

Monsieur le Maire rappelle le compte-rendu de la séance du 07 juin 2021. Il est adopté à l'unanimité.

❖ VALIDATION DU RAPPORT D'ACTIVITES DU SCOT VAL DE GARONNE GUYENNE GASCOGNE

Monsieur le Maire propose à l'assemblée de valider le rapport d'activités du Scot, présenté obligatoirement chaque année par l'EPCI à chaque commune membre. Chaque conseiller en a reçu un exemplaire. Rapport approuvé à l'unanimité.

❖ AVENANT N°2 DE LA CONVENTION DE DELEGATION DE LA COMPETENCE TRANSPORTS SCOLAIRES EN LOT-ET-GARONNE

Dans le cadre de la navette du RPI, la commune de Sainte-Marthe est organisateur secondaire des transports scolaires. La Région Nouvelle-Aquitaine, en tant qu'autorité organisatrice, demande de ratifier une nouvelle convention par un deuxième avenant précisant que désormais toutes les demandes sont faites par internet directement par les usagers. L'avenant est validé à l'unanimité.

❖ MODIFICATION DES STATUTS DE LA CCCLG

L'Etat a demandé que soient créées des maisons France Services, tenues par des partenaires et agents qui accueilleront les personnes afin de les aider dans leurs démarches. Cela s'inscrit dans la suite du plan visant à fermer les Trésoreries. Celle de Casteljaloux est en sursis grâce à une forte mobilisation, mais sa fermeture est inévitable. Ce sont les communautés de communes qui doivent prendre cette compétence afin de gérer l'ouverture de ces maisons. Pour l'instant, l'organisation n'est pas connue, mais la CCCLG, qui a attendu pour prendre cette compétence, s'y retrouve obligée. Aujourd'hui, il s'agit simplement de valider la modification des statuts de la CCCLG afin qu'elle puisse prendre la compétence « création de maisons de services au public ». L'assemblée approuve à l'unanimité, même si cet accord correspond à valider le désengagement de l'Etat des territoires.

❖ SUPPRESSION DES EMPLOIS ET NOUVEAU TABLEAU DES EMPLOIS

Suite au départ à la retraite de Christiane ZANETTE, son poste d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe est resté vacant car sa remplaçante a été recrutée en contrat de droit public. La procédure implique de proposer cette suppression en comité technique, lequel, dans sa séance du 18 mai, l'a validé par avis favorable des collègues des représentants du personnel et des élus. Si cette tracasserie administrative paraît compliquée « on supprime un poste alors qu'on en a créé un », cela reste une démarche obligatoire. Le Conseil valide la suppression du poste et approuve le nouveau tableau des emplois présenté.

❖ SUPPRESSION DE LA REGIE DE LOCATION DE LA SALLE DES FETES

Monsieur le Maire présente l'argumentation de notre Trésorière quant à la suppression de la régie. Auparavant, les locations de salle et les repas de la cantine pouvaient être payés à la Mairie par le biais de la régie. Dans la continuité de la réforme visant à supprimer les Trésoreries, il n'y aura plus d'intermédiaire, et il est proposé de supprimer ce service. Approbation de la demande de suppression de la régie.

❖ ADHESION SERVICE PAYFIP

Dans la continuité du point précédent, et pour pouvoir permettre aux usagers de payer leurs factures, l'adhésion à un service de paiement en ligne par carte bancaire apparaît comme la solution la plus pratique. Cette adhésion n'est pas obligatoire aujourd'hui, mais comme elle le deviendra forcément plus tard, autant en faire profiter les administrés dès maintenant. Après discussion, validation de l'adhésion, même si le paiement des frais de création du service et des frais exprimés en pourcentage de la somme sont inappropriés, et représentent une charge supplémentaire des communes.

❖ RENOUVELLEMENT DES ACTES ADMINISTRATIFS DES PALOMBIERES

Monsieur le Maire étant concerné, il sort et laisse la présidence de la séance à son premier adjoint, Denis LAMOUREUX.

Il reste deux palombières en fonctionnement, et il est proposé d'en reconduire les concessions, tout en modifiant la cotisation annuelle de 25 à 30€. Les deux concessionnaires sont Messieurs LORBLANCHET René et MASSIAS Bernard. Pas d'objection et approbation à l'unanimité.

❖ CONSTRUCTION BATIMENT MULTI-ACTIVITES : CHOIX DES BUREAUX DE CONTROLE

L'architecte, Madame LAMMENS, a fait appel à plusieurs bureaux de contrôle afin de suivre le chantier qui va être engagé. Plusieurs devis sont proposés par les sociétés VERITAS, APAVE et SOCOTEC. Après avoir constaté que cette prestation est une charge élevée et légèrement sous-estimée par les services du département dans leur évaluation, les propositions les plus intéressantes retenues, sont : pour le contrôle technique, la société APAVE (3420€ HT) et pour le SPS, la société VERITAS (1800€ HT).

❖ CONSTRUCTION BATIMENT MULTI-ACTIVITES : CHOIX DE L'OFFRE ETUDE DE SOL

Toujours dans le même but que le point précédent, il faut choisir l'entreprise qui sera chargée de l'étude de sol. Seules les sociétés GINGER et OPTISOL ont répondu. L'offre la mieux disante choisie est celle de la société GINGER (1150€ HT).

❖ INSTALLATION D'UN NOUVEAU SYSTEME DE CHAUFFAGE AU SECRETARIAT

Suite à la panne du système de chauffage du secrétariat, deux entreprises ont été contactées afin de trouver une solution. Le devis choisi est celui de l'entreprise AL TECH ENERGIE (1822,80€ HT), contre l'entreprise SCANDIUZZI (2064,00€ HT).

❖ INSTALLATION D'UN NOUVEAU SYSTEME DE CHAUFFAGE DANS LA CLASSE DES CM

La construction du nouveau bâtiment multi-activités engendre la suppression de la cuve de gaz enterrée qui approvisionne le chauffage de la classe. S'ensuit une discussion animée sur les possibilités proposées par les entreprises SCANDIUZZI et AL TECH ENERGIE : chauffage électrique, chauffage par climatisation réversible, chauffage par climatisation réversible et système d'asservissement sur la porte extérieure (la soufflerie se coupe quand la porte est ouverte). En conclusion, le choix est fait de prendre la solution d'une climatisation réversible avec asservissement, tout en précisant qu'il faudra sensibiliser les enseignantes et les enfants pour ne pas laisser la porte ouverte sans raison. L'entreprise retenue est AL TECH ENERGIES (3515,84€ HT) contre l'entreprise SCANDIUZZI (7655,80€ HT). La différence de prix s'explique par le fait qu'un devis propose 1 appareil de 10kw et l'autre 2x5kw.

❖ CHANGEMENT DU SYSTEME D'ALIMENTATION AU GAZ DE LA CANTINE

La suppression de la citerne de gaz entraîne également la modification du système d'alimentation en gaz de la cantine (chauffage et gazinière). Il faut prévoir l'installation de 2 grandes bouteilles de gaz, remplacer le radiateur fragile par celui plus récent qui sera déposé dans la classe, et modifier

l'alimentation de la gazinière. Les entreprises SCANDIUZZI et ALBERTI propose des devis, respectivement de 2144€ HT et 682,59€ HT. Se pose la question de la différence de prix : il est possible que l'entreprise ALTECH ENERGIE propose un prix très modéré pour remporter le chantier, et son devis est retenu.

Monsieur le Maire remercie le travail des commissions qui ont fait un travail important afin que les projets présentés en conseil municipal soient le plus aboutis possible.

❖ DIVERS

- PLAN DU NOUVEAU BATIMENT

Suite à la dernière réunion de la commission des bâtiments communaux, Monsieur le Maire présente le plan rectifié du bâtiment multi-activités: le tableau électrique a été rajouté, une porte supprimée dans le local chasse et la salle familiale agrandie. De nombreuses questions sont posées :

Le principe de marche en avant n'est pas respecté dans le local chasse, quel sera l'effectif prévu dans la classe ?, avec ces grandes fenêtres il n'y aura pas assez de place d'affichage, à quoi sert le sas et son mur en biais ?, ne faudrait-il pas protéger visuellement le local chasse depuis l'école ?, il faudrait changer le sens d'orientation de l'évier dans la salle familiale, qui sera chargé de l'entretien du bâtiment ?, il faudrait voir s'il faut installer un point d'eau dans la classe, à quel stade du projet en est-on ?, quel est le système de chauffage (panneaux solaires) ?, le permis de construire pourra-t-il être accéléré (problème de délai pour ouverture classe) ?

Il y a beaucoup d'échanges, certaines réponses sont données et Monsieur le Maire fera un nouveau point avec l'architecte.

- CHEMINS RURAUX

De nombreux devis sont arrivés pour la réfection des chemins ruraux. La priorité est donnée au chemin de ronde, au chemin de la lagune et à la côte de la route des bords d'avance. Les membres de la commission des chemins ruraux sont étonnés de certains prix, et proposent de rencontrer l'entrepreneur afin de valider les travaux demandés. Une négociation auprès d'un entrepreneur a été menée à bien en proposant un ragréage offert sur deux autres chemins en attendant une réfection ultérieure (chemin des champs fleuris et chemin des hirondelles) si son offre est choisie.

Concernant le chemin de la lagune, un devis est proposé pour résoudre le problème d'écoulement du fossé.

Ces travaux concernent des frais de fonctionnement, aucune délibération n'est demandée.

- AdAP

Devant les difficultés rencontrées pour finir l'agenda d'accessibilité programmée et l'inertie de notre architecte malgré de nombreuses relances, la décision a été prise par la commission des bâtiments de continuer à avancer sans elle. Des devis ont été demandés pour les travaux d'accessibilité des deux églises et de la Mairie, en béton désactivé. Le devis de l'église de Saint-Sauveur n'est pas arrivé mais nous avons une estimation de 32000€ TTC pour le reste.

Ce chantier trainant en longueur, Monsieur le Maire a rencontré Monsieur le Sous-Préfet de Marmande afin de faire le point sur les subventions qui nous avaient été accordées (DETR et réserve parlementaire) : il faut lui fournir les factures de ce qui a été réalisé sans attendre la fin du chantier pour qu'il débloque les fonds.

- COMMUNICATION

Les représentants des salariés EDF/ENEDIS alertent les élus sur le projet Hercule.

- DEPART DE LA DIRECTRICE

Ce jour a eu lieu une petite cérémonie pour remercier Christine PEGLIASCO, Directrice de l'école qui quitte Sainte-Marthe après 2 ans, et Margot DULAC, qui a remplacé brillamment notre agent en congé maternité.

- CONSEIL D'ECOLE

Le dernier conseil d'école fait remonter un effectif pour la rentrée 2021-2022 de 137 élèves (dont 54 pour Sainte-Marthe). Le projet de troisième classe est inévitable afin de désengorger l'école de Caumont et favoriser ainsi l'accueil des Toutes Petites Sections de maternelle.

- INFORMATION

Monsieur le Maire de Caumont-sur-Garonne a fait connaître sa décision de soumettre à son conseil municipal la possibilité de faire payer la garderie (15€ par mois). Les conseillers demandent ce qui se fait ailleurs : cela dépend des communes, mais de l'avis général, pas de changement à Sainte-Marthe pour l'instant, même s'il est reconnu que certains parents abusent de la situation. Déjà que la navette est devenue payante, il ne faut pas accentuer les charges auprès des familles.

Monsieur le Maire précise que toutes les dérogations sont refusées, mais que malgré cela, des enfants sont inscrits dans des communes voisines. Il a rendez-vous avec un collègue prochainement.

- PEUPLERAIES

Il existe un problème récurrent sur plusieurs communes dont le Syndicat de l'Avance a été saisi.

Des peupleraies ont été plantées dans des zones marécageuses de l'Avance, sauf qu'avec une année pluvieuse comme nous connaissons, l'eau ne s'évacue plus et inonde les plantations. Renseignements pris auprès de la DDT et du Syndicat, ce sont les propriétaires riverains qui sont chargés de l'entretien des fossés d'évacuation. Même s'il y a des années, la commune, pour rendre service, a déjà réalisé certains travaux de ce genre, aujourd'hui, il n'est pas question d'utiliser les fonds publics à des fins privées.

La compétence des zones humides est gérée par la communauté de communes qui perçoit la taxe Gemapi et qui sert à alimenter le Syndicat de l'avance, seul organisme ayant la possibilité de contraindre les propriétaires à l'entretien.

Fin de la séance à 20h15.